

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/845/Add.1
25 février 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Dix-neuvième session
Point 6 (b) de l'ordre du jour provisoire

Distr. double

PROJET DE PRINCIPES RELATIFS A LA LIBERTE ET A LA NON-DISCRIMINATION
EN MATIERE DE DROITS POLITIQUES

Observations formulées par des organisations non gouvernementales

FEDERATION MONDIALE DES JEUNESSES FEMMINES CATHOLIQUES

(Catégorie B)

La Fédération mondiale a examiné avec le plus grand soin le projet de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques, l'étude générale des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques élaborée par M. Hernán Santa Cruz, ainsi que les délibérations et recommandations de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires, de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme.

Notre organisation a été profondément impressionnée par la portée et la grandeur des principes énoncés dans ce projet. Nous nous félicitons particulièrement que l'on ait considéré l'exercice des droits politiques comme directement lié à l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression et de la liberté de réunion et d'association pacifique, ainsi qu'aux voies et moyens qui en facilitent l'exercice. Dans les trop nombreux pays où ces libertés fondamentales sont refusées à tous, sauf à certains groupes qui jouissent de la faveur des dirigeants, nous savons qu'il n'y a aucune liberté d'action politique, même lorsqu'on prétend justifier ce refus des libertés par "les justes exigences de l'ordre public, de la morale et du bien-être général dans une société démocratique". Puisse la diffusion de ces principes contribuer à faire sentir à l'opinion mondiale le danger d'un refus arbitraire et sommaire des libertés fondamentales, dont l'exercice peut seul assurer la formation d'un corps d'électeurs vigilants, conscients et avertis.

En ce qui concerne la forme sous laquelle ces principes sont présentés, nous nous bornerons à présenter quelques observations au sujet des amendements proposés par la Commission de la condition de la femme. Tout en nous rendant parfaitement compte des inégalités politiques et autres dont ont souffert et dont souffrent encore les femmes dans de nombreux pays, nous considérons que l'addition au préambule d'un paragraphe visant la Convention sur les droits politiques de la femme est non seulement inutile, mais qu'elle aurait plutôt pour effet, en ce qui concerne le droit de vote, de souligner une distinction entre hommes et femmes, et peut-être de perpétuer une discrimination à l'encontre de ces dernières. De même, dans l'énoncé du Principe II, les mots "ou de toute autre situation" nous semblent avoir un sens suffisamment large pour viser "la situation de famille" sans qu'il y ait besoin de la mentionner expressément.

Toutefois, nous sommes d'accord avec la Commission de la condition de la femme pour estimer que, dans les Principes IX et X, les mots "leurs devoirs ou leurs intérêts personnels" devraient être remplacés par les mots "leurs intérêts financiers ou professionnels". La détermination des devoirs ou intérêts personnels est une question non pas juridique mais morale, qui ne saurait en conséquence être réglée par la loi. Dans l'énoncé du Principe XI, l'addition des mots "égales pour tous les ressortissants" après les mots "Les conditions raisonnables", au paragraphe (a), et après les mots "Les qualifications raisonnables", au paragraphe (b), semble de nature à préciser le sens desdits paragraphes.